



**HAL**  
open science

# Femmes, féminisme, genre en contexte postsocialiste. De la démocratisation post-autoritaire à la démocratie ‘illibérale’

Ioana Cirstocea

## ► To cite this version:

Ioana Cirstocea. Femmes, féminisme, genre en contexte postsocialiste. De la démocratisation post-autoritaire à la démocratie ‘illibérale’. *Diogène : Revue internationale des sciences humaines*, 2021, 267-268, pp.28-46. halshs-03505149

**HAL Id: halshs-03505149**

**<https://shs.hal.science/halshs-03505149>**

Submitted on 5 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FEMMES, FÉMINISME, GENRE EN CONTEXTE POSTSOCIALISTE.  
DE LA DÉMOCRATISATION POST-AUTORITAIRE  
À LA « DÉMOCRATIE ILLIBÉRALE »

*par*

Ioana Cîrstocea

Approcher la question de l'actualité du féminisme à travers l'expérience de l'Europe de l'Est postsocialiste permet d'éclairer quelques aspects centraux de la pensée féministe, tels que la définition du sujet collectif des luttes et les principes de la solidarité politique des femmes ; la variabilité des pratiques émancipatrices socialement situées et historiquement ancrées ; la diversité des modes de renouvellement et de transmission des répertoires de revendication<sup>1</sup>. Avant toute entrée en la matière, quelques précisions s'imposent quant au « périmètre » de référence du présent propos, qui est intrinsèquement chronologique et spatial. En termes temporels, il s'agit du contexte ouvert en 1989-1991 par la fin des régimes socialistes, de l'Union Soviétique et de la Guerre froide. Les processus de « transition » ou de « transformations démocratiques » lancés à ce moment-là se seraient achevés, selon certains auteurs, au moment de l'adhésion des pays ex-socialistes à l'Union européenne, à savoir 2004 pour la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, les Pays Baltes, la Slovénie et la Slovaquie ; 2007 pour la Roumanie et la Bulgarie ; 2013 pour la Croatie. Toutefois, outre qu'il n'englobe pas l'ensemble des États issus de l'ancien « bloc » socialiste, un tel cadrage temporel traduirait une vision normative, car la « démocratisation », tout comme l'« européanisation », recouvre en réalité des processus non-linéaires et non-convergeants, aux limites chronologiques imprécises et aux résultats contrastés et inattendus. Quant à la spatialisation, la littérature existante fait appel à des formules diverses pour circonscrire un territoire marqué par l'expérience (post)socialiste : « Europe de l'Est », « Europe centrale et orientale », « pays en transition », « pays en voie de démocratisation post-autoritaire », « ex-bloc soviétique », « Europe centrale (et orientale)/ et pays de l'ancienne URSS », « Europe de l'Est et Communauté des États indépendants », « l'Eurasie »... Ces formules qui s'enchaînent et se substituent les unes aux autres depuis trente ans traduisent le malaise de nommer par un

---

<sup>1</sup> Cette contribution développe la structure et le contenu d'une notice de 10.000 signes à paraître : « Féminisme (droits des femmes) », in Chantal Delsol, Joanna Nowicki [dir.] (2021) *L'Autre Europe. Vie de l'esprit après 1945 (Encyclopédie de l'Europe médiane)*, Paris : Robert Laffont.

label géographique une réalité qui ne cesse d'évoluer et qui recouvre le démantèlement de plusieurs États, la recomposition des alliances géopolitiques structurées pendant la Guerre froide, des parcours différenciés d'intégration dans des structures supranationales et des modes contrastés d'insertion dans des dynamiques économiques globalisées.

Lorsqu'ils optent pour afficher dans leurs titres des références à la « région est-européenne », les travaux en sciences sociales abondent en notes explicatives et avertissements aux lecteurs indiquant la méfiance des auteurs à l'égard tout aussi bien des intitulés homogénéisants que des périodisations strictement circonscrites par des événements politiques. Ils dénoncent le caractère factice des constructions géographiques marquées par le clivage idéologique « Est-Ouest », hérité de la Guerre froide ; ils insistent sur la fluidité et sur l'instabilité du périmètre de l'« Europe de l'Est » ; ils soulignent l'hétérogénéité sociale, culturelle et politique historiquement constituée des pays qui ont fait partie de l'ancien « bloc » soviétique. Deux exemples entre autres permettent d'illustrer l'épineuse question de la définition spatiale du « (post)socialisme ». Les États successeurs de la Yougoslavie y sont souvent intégrés, bien que ce pays fût en rupture avec l'URSS depuis la fin de la décennie 1940 et formellement « non aligné » pendant la Guerre froide, tout en mettant en œuvre un système de gouvernement assimilé au modèle du socialisme d'État malgré des différences substantielles par rapport aux versions autoritaires. D'autre part, des États postsoviétiques centre-asiatiques anciennement membres de l'URSS se rapprochent, au gré de leurs évolutions économiques et politiques, plutôt du « Sud » postcolonial que du « postsocialisme » (Atlani-Duault et Lautier [dir.] 2008).

Mise à mal par de tels constats, l'étiquette unificatrice de « pays/Europe de l'Est » a été érigée en sujet d'étude et sa genèse historique tout comme ses usages sociaux et politiques ont fait l'objet de reconsidérations. Ainsi, l'historien étasunien Larry Wolff a publié dès 1994 un ouvrage fortement imprégné des idées d'Edward Said pour expliquer l'invention de l'Europe de l'Est comme « Orient appartenant à l'Europe » et symbolisant son « altérité proche » (Wolff 1994). D'autres analyses ont enrichi cette perspective se penchant sur les discours et les pratiques des institutions académiques, dont le rôle a été déterminant dans la consolidation de l'« euro-orientalisme » et dans sa transformation en grille analytique pour les sciences sociales (Adamowsky 2005). Consacrée par des organismes de recherche politisés orientés par des représentations de Guerre froide, ce type de pensée imprègne par exemple une partie des études de science politique consacrées aux transformations post-autoritaires des années 1990. Mues par une conception téléologique du changement social, de telles productions ont cautionné l'intervention internationale à des fins de mise en conformité libérale des anciens

pays socialistes. Lorsqu'elles sont le fait de spécialistes locaux, elles peuvent témoigner de l'intériorisation « auto-orientaliste » de la hiérarchie symbolique entre l'« Ouest » et l'« Est » (Zarycki 2014).

De nombreuses chercheuses féministes ont dénoncé les schémas idéologiques qui informent les travaux sur l'« après-socialisme », relevant les imbrications entre les processus de production de savoirs, d'une part, et les hégémonies géopolitiques et culturelles, de l'autre. Pour n'en citer qu'un seul exemple, la sociologue belgradoise Marina Blagojević désigne l'espace postsocialiste par la catégorie d'inspiration wallersteinienne de « semi-périphérie » et elle définit sur cette base un positionnement épistémologique permettant de produire des savoirs originaux, empiriquement fondés sur des expériences locales, en rupture avec les paradigmes dominants du « décalage » par rapport à l'Occident idéalisé et du « rattrapage » culturel (Blagojević 2009). Un volume collectif paru en 2020, auquel elle a contribué, dresse le bilan des critiques de type dé-colonial formulées ces dernières années par des spécialistes est-européennes des études de genre réclamant la légitimité des points de vue non-hégémoniques portés par les féministes de l'ancien « Deuxième Monde »<sup>2</sup>. Adoptant une perspective globale et transnationale, les contributions se revendiquent d'un ancrage « post-postsocialiste » et d'un programme critique fondé sur la contestation de l'autorité épistémique occidentale et sur le décryptage des rapports de pouvoir inégaux qui structurent l'espace académique international et dont témoignent à la fois le façonnement des objets de recherche et la sélection des références canoniques (Kulawik et Kravchenko [dir.] 2020).

C'est le concept de « région historique » forgé par l'historienne étasunienne Maria Todorova (Todorova 2005 ; Todorova 2011) que je retiens ici pour définir l'« Europe de l'Est » et le « contexte postsocialiste ». Territoire au sens propre et « héritage » façonné par des formes d'organisation politique successives, une « région historique » se dessine au gré des « similitudes, [d]es forces de cohésion et [d]es affinités internes » entre des pays géographiquement proches. Dans cette perspective, le sens contemporain de l'« Europe de l'Est » – catégorie faussement géographique – recouvre notamment l'« héritage socialiste dans les domaines politique, économique, social » (Todorova 2005 : 72-73). D'après Todorova, cet « héritage » est voué à s'effacer avec la disparition physique des populations

---

<sup>2</sup> Forcée en contexte de Guerre froide, l'expression « Deuxième Monde » (Second World) est tombée en désuétude à la faveur d'un partage symbolique du globe entre « Nord » et « Sud(s) ». Elle faisait référence aux pays de la zone d'influence soviétique, s'opposant dans les représentations géopolitiques de l'époque au « Premier Monde » libéral et industrialisé, d'une part, et au « Tiers Monde » rassemblant les Etats issus des décolonisations, de l'autre. Dans la littérature anglophone récente en sciences sociales la formule est parfois reprise en référence à cet état historique des relations internationales (voir Ghodsee 2019 entre autres).

qui ont directement connu une socialisation au sein des régimes socialistes. Si ces régimes et les transformations entraînées par leur fin ont été hétérogènes d'un contexte national à l'autre et leur expérience variable au sein du même État selon le moment politique et les groupes sociaux, il convient de relever aussi la persistance des identifications partagées par les individus socialisés dans le cadre du socialisme d'État, tout comme les processus d'« altérisation » (*othering*) dont les ressortissants des anciens pays socialistes ont longtemps continué à faire l'objet dans des contextes internationaux (Horschelmann et Stenning 2008 ; Horschelmann 2008 ; Kulawik et Krawchenko [dir.] 2020). Cette idée sera développée ici à la lumière d'un retour synthétique sur les modes de politisation de l'égalité des sexes en contexte (post)socialiste. Mon propos comportera trois temps : il s'agira, d'abord, d'évoquer les legs des régimes socialistes en matière d'avancement des droits des femmes et le traitement réservé à ces efforts étatiques dans la production intellectuelle des années postérieures à leur effondrement. Dans un second temps, j'aborderai les mobilisations postsocialistes pour l'égalité des sexes et notamment l'émergence, pendant les décennies 1990-2000, de répertoires académiques, militants et experts ancrés dans des référentiels occidentaux s'appuyant sur le langage internationalisé du « genre ». En conclusion je traiterai de quelques évolutions récentes qui témoignent de la persistance du référentiel régional « est-européen » sous la forme de solidarités féministes transnationales répondant à des défis politiques actuels et appelant à une résistance commune.

### *Les régimes socialistes et les droits des femmes : un héritage controversé*

Érigées en normes officielles et inscrites dans les Constitutions, l'émancipation des femmes et l'égalité des sexes ont été de véritables marqueurs de l'identité politique des États socialistes et des symboles par excellence du progrès et de la justice sociale dont leurs gouvernements se voulaient les promoteurs. Les mesures étatiques centrées sur la mise en place de l'égalité hommes-femmes étaient affichées dans la confrontation idéologique entre les « blocs » de l'« Ouest » et de l'« Est » pendant la Guerre froide et faisaient aussi l'objet d'un effort soutenu de communication en direction des sociétés décolonisées.

Rappelons cependant que, dès la première heure, les partis communistes arrivés au pouvoir ont dénoncé le féminisme comme un courant « bourgeois » et comme une source potentielle de danger fractionniste auquel était opposée la solidarité dans la lutte des classes. Cela se traduira concrètement par la répression des leaders et des organisations féminines rattachées aux formations politiques d'avant-guerre ainsi que par le bâillonnement des manifestations et des demandes collectives des femmes formulées en dehors des cadres et des discours officiels

communistes. Ces cadres comptent des mesures, stabilisées d'abord en URSS et adoptées dans l'immédiat après-guerre par les États alliés est-européens, qui inscrivaient l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie et édifiaient la famille nucléaire hétérosexuelle en unité sociale fondamentale. Les femmes ont aussi été massivement mobilisées dans les programmes d'industrialisation des économies, leur accès à l'éducation a été activement soutenu et elles ont connu une intégration significative bien que souvent formelle dans les structures de décision politique et dans les appareils étatiques. Au-delà d'une cohérence apparente, les politiques d'égalité des sexes ont été hétérogènes voire contradictoires, selon le moment historique, le contexte national, le niveau institutionnel et le secteur d'activité, et elles ont constitué, tout au long de la période 1945-1989, un indicateur puissant des tendances idéologiques au sein des États-partis. En règle générale, ces États ont perpétué, au-delà des normes et des discours égalitaires, un « impensé » patriarcal dont témoignent la reproduction, au sein des institutions, de la division binaire et hiérarchique des sexes, la ségrégation sexuée des professions, l'assignation des femmes à la maternité au sens de travail de reproduction sociale et de représentation symbolique rattachée à l'imaginaire patriotique national (Kligman 1998 ; Gal et Kligman [dir.] 2000a ; Gal et Kligman [dir.] 2000b). Cependant, malgré les inégalités de fait et les écueils pratiques qui freinaient et contrariaient le projet d'émancipation féminine inscrit dans les lois et dans les discours de propagande, les données comparatives recueillies par des agences internationales font état, dans les pays socialistes, de chiffres relativement élevés par rapport aux moyennes de l'époque en matière de scolarisation, de professionnalisation, de participation économique et de représentation politique des femmes<sup>3</sup>.

Quant à la recherche sur la condition féminine en régime socialiste, elle a été, d'une part, piégée par l'abondante production discursive des appareils étatiques préoccupés pendant la Guerre froide de mettre en scène leurs réussites en matière de justice sociale et, d'autre part, contrainte par les entraves pratiques et idéologiques à la circulation de l'information et aux enquêtes indépendantes. En réaction, les travaux élaborés dans l'immédiat 1990 ont notamment mis au jour les limites de l'émancipation officiellement proclamée des femmes et les écarts entre les discours et les pratiques des régimes désormais défunts. Les travaux inscrits dans cette optique dénoncent l'appropriation étatique des capacités productives, reproductives et associatives des femmes, la « confiscation » de la vie privée des citoyens par

---

<sup>3</sup> On peut se référer en ce sens à *The World's Women 1970-1990. Trends and Statistics* (1991), United Nations Social Statistics and Indicators Series K, n° 8, Nations Unies : New York.

les appareils bureaucratiques, l'insuffisance et les contradictions des mesures d'aide aux familles ainsi que des programmes de soins et de santé, l'incapacité des réformes juridiques et des politiques publiques à modifier profondément les rapports intimes entre hommes et femmes et notamment le partage des tâches domestiques (Navailh 1992 ; Goldmann 2000 ; Studer 2000 ; Fodor 2002).

La recherche sur les régimes socialistes a connu un renouvellement vers la fin de la décennie 2000, lorsque des auteures souhaitant rompre avec les représentations normatives véhiculées par les recherches plus anciennes ont procédé à l'examen attentif des institutions, des discours et des pratiques socialistes, revisités à la lumière d'abondantes sources primaires devenues désormais accessibles. Le travail et la représentation politique des femmes, les médias, les productions culturelles, la consommation en contexte socialiste ont ainsi été abordés comme partie prenante d'un processus de modernisation *sui generis*, ayant donné lieu à des formes de subjectivation et à des trajectoires féminines vécues sous le mode de l'émancipation (Penn et Massino [dir.] 2009 ; Fidelis 2010 ; Cîrstocea 2011 ; Havelková et Oates-Indruchová [dir.] 2014 ; Loránd 2018 ; Massino 2019 ; Bonfiglioli 2020 ; aussi Christian et Heiniger [dir.] 2015 ; Kott et Thébaud [dir.] 2015).

La genèse des programmes internationaux (notamment onusiens) de promotion des droits des femmes – rattachée à d'importantes mobilisations transnationales et source d'avancées normatives dans de nombreux pays depuis la fin des années 1970 – a été réinterprétée à son tour. A été ainsi mis en lumière le rôle joué par les organisations socialistes ou par les échanges et alliances entre les pays du « bloc » soviétique et les pays décolonisés, qui promouvaient dans les arènes internationales un régime de genre basé sur l'équité et la justice sociale, opposé au régime libéral des droits individuels. Divers travaux ont commencé à documenter par exemple le travail des organisations socialistes autour d'initiatives comme l'Année Internationale de la Femme (1975) et la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985) ou l'adoption du premier document normatif universel en matière de droits des femmes, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes (CEDEF, 1979) (De Haan 2010 ; De Haan [dir.] 2014 ; Ghodsee 2019 ; aussi Olcott 2017).

Pouvant s'avérer choquante pour les tenants d'une perspective « totalitaire » sur le socialisme d'État, la nouvelle historiographie met en avant la capacité d'agir et les convictions politiques des femmes, leur adhésion et leur concours à la mise en œuvre de programmes étatiques qu'elles ont investis énergiquement et aux vertus émancipatrices desquels certaines d'entre elles croyaient. Ainsi, de nombreuses catégories de femmes

socialisées pendant les régimes socialistes avaient endossé les identités prescrites idéologiquement tout en participant à la construction de la sociodécrite forgée par les gouvernements et en inscrivant les récits officiels du progrès et de la justice dans des trajectoires sociales vécues comme une libération individuelle et collective. Visant à récupérer les dernières traces d'une histoire en train de s'effacer avec la disparition physique de ses protagonistes et de ses témoins, ces recherches récentes se recommandent comme une « ethnologie de sauvetage » (Kristen Ghodsee). Elles ont ainsi tiré de l'oubli – et parfois de la condamnation sans nuances – des figures et des carrières de fonctionnaires féminines des appareils communistes, la genèse conflictuelle des mesures phares adoptées par les régimes socialistes en matière d'égalité des sexes, les activités concrètes d'institutions méconnues ou connues par le seul biais d'écrits officiels. D'autres travaux ont étudié les échanges politiques transnationaux soutenus par la Fédération Démocratiques Internationale des Femmes et ses branches nationales qui connectaient les femmes de l'« Est » et les femmes du « Sud » décolonisé autour de nombreuses collaborations en matière d'organisation et de formation.

Au-delà de leur apport à la connaissance d'une période révolue, les nouveaux travaux sur le socialisme d'État sont très stimulants dans une perspective théorique aussi ; ils invitent à repenser les définitions ethnocentriques du féminisme et à briser le monopole de la construction des connaissances depuis un point de vue hégémonique – occidental et libéral –, pour restituer les genèses concurrentes de ce courant de pensée à ancrages sociaux et politiques multiples (Miroiu et al. 2007 ; Funk 2014 ; Ghodsee 2015 ; Funk 2015 ; De Haan [dir.] 2016). Ainsi, la conceptualisation exclusive des droits des femmes comme droits individuels et du féminisme comme produit de mobilisations situées en contexte libéral a été contestée par des études empiriquement nourries, qui présentent les États, les organisations des femmes et les leaders socialistes comme des acteurs à part entière de l'émancipation des femmes, et non pas comme de simples « courroies de transmission » de l'idéologie des partis uniques au pouvoir. Les recherches menées dans cette perspective en appellent donc à revoir le concept de « féminisme d'État » – formulé en science politique sur la base d'analyses qui ont exclu les institutions des États autoritaires – et à relancer des recherches comparatives décomplexées pour englober dans le périmètre des mouvements féministes transnationaux le « féminisme de gauche », promu par les régimes socialistes et leurs alliés<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Pour l'heure, elles ne sont pas véritablement intégrées dans les travaux de référence sur ces questions, par exemple Waylen *et al.* [dir.] 2013 ; Baksh et Harcourt [dir.] 2015, qui n'évoquent qu'à la marge les dynamiques propres aux mondes socialistes, l'un au titre d'un chapitre consacré aux régimes autoritaires et l'autre dans de brèves notes à propos de la Guerre froide.

*Le féminisme postsocialiste : un creuset transnational, une visée critique et une vocation experte*

Après la chute des régimes socialistes, un courant féministe intrinsèquement rattaché aux processus de démocratisation s'est affirmé en Europe de l'Est dans des cadres transnationaux (Cîrstocea 2019)<sup>5</sup>. Des universitaires et des militantes à vocation internationaliste issues des mouvements occidentaux (notamment étasuniens) pour la libération des femmes et, pour certaines, proches de la région est-européenne par leurs origines et par leurs expériences professionnelles et politiques, ont lancé dès 1990 un dialogue par-delà les frontières pour examiner l'impact des transformations postsocialistes sur le statut des femmes. Du côté est-européen, ce dialogue transnational originaire a notamment engagé des intellectuelles socialisées à l'international et dotées de ressources critiques constituées, d'une part, dans le cadre du « nouveau féminisme » yougoslave structuré à la fin des années 1970<sup>6</sup> et, d'autre part, au sein de la dissidence polonaise des années 1980.

S'interrogeant sur les possibilités et sur les modalités des mobilisations pour défendre les acquis égalitaires du passé, les féministes ont scruté les programmes des gouvernements postsocialistes qui visaient à restreindre, au titre de la libéralisation économique, les droits sociaux en matière de travail et de retraites, de santé et de soutien aux familles. S'élargissant au gré de rencontres, colloques et conférences, programmes de recherche et publications, les échanges transnationaux ont donné lieu à une intense circulation de savoirs militants et académiques ainsi qu'à la création de nombreux nouveaux groupes engagés pour la défense des droits des femmes. Ils ont entraîné aussi une (re)politisation des expériences des femmes est-européennes par le biais du langage – désormais devenu global – du « genre » et des « droits humains des femmes ».

Les porte-paroles locales de cette nouvelle réflexivité féministe étaient de jeunes intellectuelles activement engagées dans les débats publics autour de la démocratisation des États est-européens. Dans le contexte de la critique généralisée des limites et des faux-semblants de l'émancipation féminine telle qu'elle était promue et pratiquée dans les cadres

---

<sup>5</sup> Se référer à ce travail pour une étude détaillée du processus et de ses actrices, ainsi que pour une bibliographie compréhensive sur la thématique « femmes, genre et (post)socialisme ».

<sup>6</sup> L'(ex-)Yougoslavie se présente comme un cas particulier dans la « région historique » est-européenne : d'une part, un courant féministe indépendant des organisations officielles de l'État socialiste et cherchant à faire avancer la critique des logiques inégalitaires qui structuraient les relations entre les sexes dans la sphère domestique y est apparu dès la fin de la décennie 1970 (Bonfiglioli 2018 ; Loránd 2018) ; d'autre part, le démantèlement violent de la fédération pendant les années 1990 a conduit à l'émergence inédite d'importantes mobilisations des femmes autour des répertoires rattachés à la critique du nationalisme et du militarisme (Miskovska-Kajevska 2017).

idéologiques des régimes socialistes déchus, ces femmes ont fait appel dans leurs mobilisations aux registres discursifs et aux ressources rattachés à la promotion internationale du « gender mainstreaming »<sup>7</sup>. Consacrée par les Nations Unies et par l'Union européenne, cette thématique a également été incorporée pendant la décennie 1990 dans des dispositifs de conditionnalité démocratique ciblant les anciens États socialistes en voie de libéralisation. Avec le soutien pratique, symbolique et matériel accordé par des programmes de coopération internationale, les « pionnières » féministes est-européennes affirmées pendant la période des transformations post-autoritaires ont fondé des organisations non gouvernementales pour la défense des droits des femmes et elles ont lancé des enseignements, des programmes de recherche et des collections de publications se recommandant de la déconstruction critique des biais androcentriques des savoirs sur la société. Quasi inconnues antérieurement dans la région, les études de genre (*gender studies*, dont les promotrices se recommandent comme représentantes d'un courant féministe dit « académique ») ont été mises en place en Europe de l'Est pendant la décennie 1990-2000 comme une nouvelle discipline d'enseignement et de recherche traduisant l'internationalisation (« occidentalisation ») et la libéralisation (« modernisation ») des universités (Zimmermann 2007 ; Daskalova et al. 2010 ; Daskalova et al. 2011 ; Cîrstocea 2019).

Multiforme et rapide, l'institutionnalisation des préoccupations féministes dans les espaces intellectuels des anciens pays socialistes s'est appuyée sur des échanges transnationaux (régionaux, transatlantiques) et sur des ressources hybrides. Ainsi, des gouvernements et des organisations non gouvernementales internationales, des fondations philanthropiques étasuniennes, des réseaux et des programmes européens ont soutenu les débats, les formations, les recherches et les publications sur la thématique « femmes, genre, féminisme, (post)socialisme ». Dans le contexte des années 1990, lorsque la « pédagogie » internationale de la démocratisation et de l'eupéanisation comportait un important volet consacré à la promotion des droits des femmes et des droits des minorités sexuelles, le « genre » est rapidement devenu un domaine d'expertise répondant à une demande internationale d'information nécessaire pour mener des programmes de coopération. Se projetant sur les scènes des États en « transition » comme des figures à l'avant-garde des transformations sociales et politiques postsocialistes, les porte-paroles est-européennes du « genre »

---

<sup>7</sup> L'expression désigne l'intégration transversale de l'égalité hommes-femmes dans tous les secteurs et à toutes les étapes de l'action publique. Résultat de mobilisations auprès des institutions multilatérales et supranationales, ce nouveau principe politique qui s'est imposé comme la traduction de la réflexivité féministe en termes bureaucratiques a été notamment consacré par les Nations Unies et fait l'objet d'un consensus intergouvernemental depuis la Conférence de Pékin (ONU, 1995).

affichaient alors notamment leur volonté de rupture avec les cadres socialistes de représentation et d'action. Pourtant, leurs trajectoires sociales s'appuient en partie sur des ressources constituées au sein des régimes déchus (éducation, expériences et légitimité professionnelles, réseaux), auxquelles se sont ajoutées des ressources nouvelles, notamment des sociabilités et des moyens matériels rattachés à des programmes internationaux.

Dans le cadre de leurs activités académiques et des échanges intellectuels grâce auxquels elles se sont professionnalisées comme expertes en « genre », les « pionnières » féministes est-européennes ont importé, mais aussi amendé et enrichi les savoirs produits dans les espaces intellectuels occidentaux. Leurs travaux témoignent d'un afflux massif de références appartenant au répertoire des études de genre consacré depuis les années 1970 et 1980 dans les universités étasuniennes (par exemple *French feminism*, critique culturelle et postcoloniale). En même temps, leurs enseignements et publications ont aussi rapidement intégré les connaissances sur les femmes, le « genre », le (post)socialisme et l'Europe de l'Est produites par des auteures locales, ce qui a assuré la circulation étendue d'un nombre initialement restreint d'écrits sur la « région » et a permis leur constitution en corpus canonique.

Les chercheuses se réclamant d'une approche en termes de « genre » ont produit des travaux novateurs dans divers champs des sciences sociales. Thématique et théorique, le renouveau apporté par ces spécialistes féministes vient de l'appel à des sources et des angles inédits ou peu investis précédemment par les communautés scientifiques nationales, par exemple l'histoire sociale et l'histoire de la vie quotidienne, la sociologie du travail, de l'État social, de la famille, des institutions et des productions culturelles, des transformations politiques. Ces intellectuelles ont également redécouvert et valorisé dans leurs écrits des histoires locales des femmes et des mobilisations pour revendiquer l'égalité, telles que : des organisations d'avant-guerre ; des figures d'écrivaines, artistes et militantes méconnues ; des mesures et des programmes de réforme sociale antérieures aux régimes socialistes ; des actrices, des mesures et des pratiques des États autoritaires, dont la portée émancipatrice a été reconsidérée. Outre la construction et les évolutions des identités, des rôles sexués et des rapports sociaux entre les sexes, des travaux ont été consacrés dans le cadre de programmes d'études de genre fondés dans les années 1990 à des sujets considérés comme des tabous par le passé, par exemple les modes de vie et les mobilisations des minorités sexuelles et ethniques. D'autres thèmes de recherche sont directement liés à des logiques d'expertise, par exemple la violence conjugale, la représentation des femmes dans les institutions politiques, les discriminations et les stéréotypes de genre. Enfin, se retrouvent parmi les recherches

rattachées aux études de genre des travaux qui documentent les mobilisations postsocialistes et les innovations institutionnelles des féministes des années 1990 elles-mêmes, ce qui contribue à la transmission intergénérationnelle tout comme à la patrimonialisation d'un « féminisme postsocialiste » devenu de plus en plus visible dans les espaces nationaux respectifs tout comme à l'international.

À la lumière de leur institutionnalisation dans les anciens pays socialistes, les études de genre apparaissent comme une discipline fort pragmatique : en témoigne, d'une part, son ancrage dans le référentiel européen du « gender mainstreaming » et, d'autre part l'affichage d'une inscription dynamique dans les politiques d'eupéanisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce double positionnement permet l'accès à des ressources matérielles et professionnelles communautaires, à des programmes d'études internationaux, à des partenariats académiques transnationaux. Bien au-delà de l'Europe de l'Est, l'environnement global « favorable au genre » (Cerwonka 2008) généré par la conférence de Pékin (1995) a eu des effets considérables sur le contenu et sur le mode de production des savoirs féministes. La demande d'expertise rattachée à la mise en œuvre de l'action publique orientée par le « gender mainstreaming » a été de nature à renforcer la dimension pratique de cette discipline d'enseignement et de recherche, qui fait actuellement partie d'une dynamique plus large de professionnalisation de la réflexion sur les inégalités des sexes et des sexualités, consolidée par des programmes bureaucratiques nationaux et internationaux. En effet, les études de genre répondent de manière paradigmatique à l'exigence contemporaine de produire des connaissances socialement « utiles ». « Né expert » et s'appuyant sur des ressources bureaucratiques, le « féminisme à diplôme » affirmé ces dernières décennies dans l'ensemble des anciens pays socialistes est-européens maîtrise les langages institutionnels. Ses porte-paroles se donnent pour vocation d'appuyer l'acte de décision, investissent des thèmes et des objets d'étude en phase avec des programmes de gouvernement et de coopération internationale, adaptent leurs préoccupations aux offres de financement disponibles.

Depuis l'inscription des premiers programmes d'études de genre dans les universités des anciens pays socialistes, plusieurs générations de jeunes diplômées se sont formées dans leur cadre. En plus de leurs activités académiques, ces spécialistes ont conseillé leurs gouvernements ou les organisations internationales et elles ont participé à la rédaction de lois, de programmes de partis politiques, de projets de politiques publiques et de guides de « bonnes pratiques » en matière d'égalité dans une diversité d'institutions. Reconnues comme spécialistes d'un nouveau domaine professionnel (l'expertise en « genre »), elles pratiquent un engagement politique et civique appuyé sur une légitimité académique établie, sur une

réflexivité militante sédimentée à travers des échanges régionaux, européens et transatlantiques, sur la maîtrise des codes du lobbying et du plaidoyer auprès des bureaucraties nationales et internationales.

Enfin, traduisant un changement générationnel, un militantisme féministe qui se veut « radical » – indépendant donc des logiques expertes et bureaucratiques évoquées précédemment – a émergé dans les années 2010 et il est souvent nourri par les savoirs critiques dispensés dans les programmes universitaires d'études de genre (Ana 2019). Soulignons à ce point que le clivage entre, d'une part, les groupes académiques, experts ou « ONG-isés » et, d'autre part, ceux qui se réclament d'un registre militant informel et « autonome » n'est pas net (Lang 2013 ; Helms 2014 ; Ana 2019). Bien au contraire, des liens de coalition unissent les différents pôles et générations des mobilisations féministes est-européennes et, quelle que soit leur orientation par rapport aux institutions, les militantes parviennent à embrasser des registres d'action contrastés et mouvants. Portant un regard autoréflexif sur leur engagement et sur leurs pratiques, elles sont au fait des contraintes rattachées aux programmes de financement et, selon le contexte d'action, le moment politique et les objectifs poursuivis, elles manient des codes et des langages diversifiés, allant du lobbying et du plaidoyer aux performances artistiques et aux mobilisations éclair (Ana 2019 ; Siročić et Oates-Indruchová [dir.] 2019).

*Mobilisations « anti-genre », régimes « illibéraux », détournements marchands de l'égalité des sexes : Nouveaux défis*

Cet excursus dans le féminisme postsocialiste ne serait pas complet sans l'évocation de quelques évolutions récentes qui posent d'importants défis aux militantes. Dans le sillage de la crise économique mondiale de 2008, des mobilisations conservatrices ont émergé cette dernière décennie pour contester les avancées en matière de démocratisation des droits sexuels et reproductifs. Des formules péjoratives comme « gender theory/ideology », ou « genderism » circulent au sein de ces mouvements pour qualifier ce qui apparaît aux yeux de leurs acteurs comme une dérive politique menaçant l'ordre social « naturel ». Caractérisées par des répertoires idéologiques de type populiste, nationaliste, eurosceptique et anti-globaliste proches de ceux de l'extrême-droite, les mobilisations conservatrices dites « anti-genre » sont soutenues par les institutions religieuses, notamment les Églises catholique et orthodoxe. Au nom de la défense de l'espèce humaine et de l'ordre biologique et érigeant la famille hétérosexuelle et les enfants en victimes potentielles de « l'idéologie du genre », elles s'insurgent contre le mariage entre des personnes du même sexe, les nouvelles technologies

de la reproduction, l'éducation sexuelle, les normes internationales en la matière et les études de genre elles-mêmes (Kuhar et Paternotte [dir.] 2017 ; Verloo et Paternotte [dir.] 2018; Korolczuk et Graff 2018)<sup>8</sup>.

Visant à délégitimer à la fois les recherches féministes et les programmes d'action publique qu'elles ont pu inspirer, ces mobilisations ne se limitent pas à l'Europe de l'Est et n'en sont pas originaires. Elles s'inscrivent dans des dynamiques transnationales lancées par des institutions religieuses au début des années 1990, en réaction aux avancées onusiennes en matière de droits reproductifs. Sur les terrains postsocialistes, les mouvements « anti-genre » se sont cristallisés et sont devenues visibles notamment pendant la seconde moitié de la décennie 2010. En Pologne et en Hongrie, mais aussi en Russie et en Roumanie, ces mobilisations ont été instrumentalisées par les acteurs étatiques au titre d'un mode de gouvernement autoritaire désigné, avec une formule parrainée par le premier-ministre hongrois Viktor Orbán, comme « démocratie illibérale » (Krakowsky 2019). Si elles se sont notamment concentrées sur des questions comme le droit à l'avortement dans les pays de tradition catholique (Pologne, Croatie) ou la définition juridique du mariage (Bulgarie, Roumanie), ces mobilisations englobent aussi des prises de positions anti-hégémoniques. Il s'agit, par exemple, de critiquer l'imposition dite « totalitaire » de l'acquis communautaire de l'Union européenne et du répertoire onusien en matière d'égalité sexuelle et, plus largement, de la globalisation néolibérale, dont les mécanismes sont dénoncés en tant qu'avatar d'un nouveau « colonialisme » à la fois culturel et économique. Aux yeux des spécialistes qui étudient ces phénomènes, le « genre » se donne ainsi à voir comme un véritable « liant symbolique » (Kováts et Põim [dir.] 2015) coagulant les sentiments d'insécurité et d'injustice expérimentées par des populations déclassées au gré des réarrangements économiques postsocialistes et retranchées autour de valeurs traditionnelles comme la famille, la nation, la religion et l'ordre biologique. Détournant les ressources internationales tout comme l'infrastructure, le langage et les formes d'organisation propres au fonctionnement démocratique, les gouvernements « illibéraux » s'appuient sur les mécanismes de repli conservateur afin de poursuivre des agendas visant à restreindre les libertés citoyennes et la pensée critique et pour asseoir un pouvoir de type oligarchique (Grzebalska et Petö 2018 ; Krakowsky 2019).

---

<sup>8</sup> Pour nous limiter à l'exemple de la Roumanie, le mouvement compte un référendum constitutionnel proposé par une Coalition pour la famille (2018) ainsi que des initiatives parlementaires visant l'interdiction de l'éducation sexuelle dans les écoles et de l'enseignement des études de genre dans les programmes universitaires (la dernière datant de l'été 2020).

Face à de tels défis, les communautés féministes cherchent à se regrouper et à s'organiser pour proposer des réponses, y compris en rejouant la carte de la cohésion politique à l'échelle de la région est-européenne et en se projetant dans des imaginaires et des registres d'action transnationaux. Cette nouvelle « solidarité en lutte » (Kováts [dir.] 2016) atteste de la revivification, de la diversification des stratégies de mobilisation et du renouvellement des formes d'engagement. Les luttes pour les droits des femmes et des minorités sexuelles prennent alors la forme de contre-protestations et de coalitions avec d'autres acteurs contestataires (des groupes écologistes notamment), mais aussi d'un retour critique sur les répertoires adoptés par le passé. Des féministes actives en Europe de l'Est ont par exemple endossé la critique de la convergence entre féminisme et néolibéralisme et ont dénoncé les détournements marchands de la promotion de l'égalité des sexes, y compris au sein de l'Union européenne. Un nouveau militantisme, appuyé sur des demandes de justice sociale inspirées des répertoires socialistes historiques, est ainsi proposé comme une alternative à explorer (Kováts [dir.] 2016 ; Kováts [dir.] 2017). Enfin, des travaux de recherche comparatifs sont menés pour déchiffrer les mécanismes des phénomènes de « régression » de la démocratie, pour faire connaître leurs enjeux et pour imaginer des formes de résistance (Krizsán et Roggeband 2018).

Ioana Cîrstocea  
(CNRS, CESSP, Paris)

### Références

- Adamovsky, E. (2005) « Euro-Orientalism and the Making of the Concept of Eastern Europe in France, 1810-1880 », *The Journal of Modern History*, 77, 3 : 591-628.
- Ana, A. (2019) *Street Movement versus NGO-ization. Contemporary Feminism in Romania and Belgium*, thèse de doctorat, Scuola Normale Superiore, Florence.
- Atlani-Duault, L. et Lautier, B. (dir.) (2008) « Éclats d'empire, un nouveau Sud. Asie centrale, transcaucasie », dossier thématique, *Revue Tiers-Monde*, 193, 1.
- Baksh, R. et Harcourt, W. (dir.) (2015) *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*. New York : Oxford University Press.
- Blagojević, M. (2009) *Knowledge Production at the Semi-Periphery. A Gender Perspective*. Belgrade : Institut za kriminološka i sociološka istraživanja.
- Bonfiglioli, C. (2018) « Feminist Translations in a Socialist Context. The Case of Yugoslavia », *Gender & History*, 30, 1: 240-254.
- Bonfiglioli, C. (2020) *Women and Industry in the Balkans : The Rise and Fall of the Yugoslav Textile Sector*. Londres : IB Tauris.
- Cerwonka, A. (2008) « Gender Studies in 'New' Europe. Reflections on What Lies Beyond », *ZtG Bulletin*, 34 : 85-91.
- Christian, M. et Heiniger, A. (dir.) (2015) « Femmes, genre et communismes », dossier thématique, *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 126, 2.

- Cîrstocea, I. (2011) « Cooptation et adhésion des femmes au Parti communiste roumain », dans R.-M. Lagrave (éd.), in *Fragments du communisme en Europe centrale*, pp. 143-191. Paris : Éditions de l'EHESS.
- Cîrstocea, I. (2019) *La fin de la femme rouge ? Fabriques transnationales du genre après la chute du Mur*. Rennes : PUR.
- Daskalova, K., Miroiu, M., Graff, A., Zhurzhenko, T., Blagojević, M. & Acsády, J. (2010) « Forum : The Birth of a Field. Women's and Gender Studies in Central, Eastern and South-Eastern Europe », *Aspasia : The International Yearbook of Central, Eastern and South East European Women's and Gender History*, 4 : 155-205.
- Daskalova, K. (dir.) (2011) « Forum: The Birth of a Field : Women's and Gender Studies in Central, Eastern and Southeastern Europe, Part II », *Aspasia : The International Yearbook of Central, Eastern and South East European Women's and Gender History*, 5 : 128-203.
- De Haan, F. (2010) « Continuing Cold War Paradigms in the Western Historiography of Transnational Women's Organisations : The Case of the Women's International Democratic Federation (WIDF) », *Women's History Review*, 19, 4 : 547-573.
- De Haan, F. (dir.) (2014) « Gendering the Cold War », *Aspasia : The International Yearbook of Central, Eastern, and Southeastern European Women's and Gender History*, 8 : 1-63.
- De Haan, F. (dir.) (2016) « Forum : Ten Years After. Communism and Feminism Revisited », *Aspasia : The International Yearbook of Central, Eastern and Southeastern European Women's and Gender History*, 10 : 102-168.
- Fidelis, M. (2010) *Women, Communism and Industrialization in Postwar Poland*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Fodor, E. (2002) « Smiling Women and Fighting Men: The Gender of the Communist Subject in State Socialist Hungary », *Gender and Society*, 16 : 240-263.
- Funk, N. (2014) « A Very Tangled Knot: Official State Socialist Women's Organizations, Women's Agency and Feminism in Eastern European State Socialism », *European Journal of Women's Studies* 21, 4 : 344-360.
- Funk, N. (2015) « (K)not so : A Response to Kristen Ghodsee », *European Journal of Women's Studies* 22, 4 : 350-355.
- Gal, S. et Kligman, G. ((dir.) (2000a) *Reproducing Gender. Politics, Publics and Everyday Life after Socialism*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Gal, S. et Kligman, G. (dir.) (2000b) *The Politics of Gender after Socialism*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press.
- Ghodsee, K. (2015) « Untangling the Knot : A Response to Nanette Funk », *European Journal of Women's Studies*, 22, 2 : 248-252.
- Ghodsee, K. (2019) *Second World, Second Sex. Socialist Women's Activism and Global Solidarity during the Cold War*. Durham : Duke University Press.
- Ghodsee, K. (2004) « Feminism-by-Design : Emerging Capitalisms, Cultural Feminism and Women's Nongovernmental Organizations in Postsocialist Eastern Europe », *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, 29, 3 : 727-753.
- Ghodsee, K. (2006) « Nongovernmental Ogres? How Feminist NGOs Undermine Women in Postsocialist Eastern Europe », *The International Journal of Non-for-Profit Law*, 8, 3 : 43-59.
- Goldman, W. (2000) « Les femmes dans la société soviétique », in M. Dreyfus, B. Groppo, C. S. Ingerflom, R. Lew, C. Penner, B. Pudal & S. Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, pp. 186-197. Paris : Éditions de l'Atelier.
- Grzebalska, W. et Petö, A. (2018) « The gendered modus operandi of the illiberal transformation in Hungary and Poland », *Women's Studies International Forum*, 68 : 164-172.

- Havelková, H. et Oates-Indruchová, L. (dir.) (2014) *The Politics of Gender Culture under State Socialism : An Expropriated Voice*. Londres : Routledge.
- Helms, E. (2014) « The Movementization of NGOs ? Women's Organizing in Postwar Bosnia-Herzegovina », in V. Bernal & I. Grewal (dir.), *Theorizing NGOs. States, Feminisms, and Neoliberalism*, pp. 21-49. Durham : Duke University Press.
- Horschelmann, K. (2008) « History, geography and difference in the postsocialist world : Or do we still need postsocialism ? », *Antipode*, 40 : 312-335.
- Horschelmann, K. et Stenning, A. (2008) « Ethnographies of Postsocialist Change », *Progress in Human Geography*, 32 : 339-361.
- Kligman, G. (1998) *The Politics of Duplicity. Controlling Reproduction in Ceausescu's Romania*. Berkeley : University of California Press
- Korolczuk, E. et Graff, A. (2018) « Gender as 'Ebola from Brussels' : The anticolonial Frame and the Rise of Illiberal Populism », *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, 43, 4 : 797-821.
- Kott, S. et Thébaud, F. (dir.) (2015) « Le "socialisme réel" à l'épreuve du genre », dossier thématique, *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 41.
- Kováts, E. et Põim, M. (dir.) (2015) *Gender as symbolic glue - The position and role of conservative and far right parties in the anti-gender mobilizations in Europe*. Budapest : Foundation for European Progressive Studies et Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Kováts, E. (dir.) (2016) *Solidarity in Struggle - Feminist Perspectives on Neoliberalism in East-Central Europe*. Budapest : Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Kováts, E. (dir.) (2017) *The Future of the European Union. Feminist Perspectives from East-Central Europe*. Budapest : Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Krakovsky, R. (2019) « Les démocraties illibérales en Europe Centrale », *Études*, 4 : 9-22.
- Krizsán, A., Roggeband, C. (2018) « Towards a Conceptual Framework for Struggles over Democracy in Backsliding States : Gender Equality Policy in Central and Eastern Europe », *Politics and Governance*, 6, 3 : 90-100.
- Kuhar, R. et Paternotte, D. (dir.) (2017) *Anti-Gender Campaigns in Europe. Mobilizing against Equality*. New York : Rowman & Littlefield.
- Kulawik, T. et Kravchenko, Z. (dir.) (2020) *Borderlands in European Gender Studies. Beyond the East-West Frontier*. Londres : Routledge.
- Lang, S. (2013) *NGOs, Civil Society, and the Public Sphere*. New York : Cambridge University Press.
- Loránd, Z. (2018) *The Feminist Challenge to the Socialist State in Yugoslavia*. Londres : Palgrave Macmillan.
- Massino, J. (2019) *Ambiguous Transitions : Gender, the State and Everyday Life in Socialist and Postsocialist Romania*. New York : Berghahn Books.
- Miroiu, M., Novikova, N., Psarra, A., Daskalova, K., Evans, H., Gapova, E., Slaughter, J., Boxer, M. (2007) « Forum: Is 'Communist Feminism' a Contradictio in Terminis? », *Aspasia : The International Yearbook of Central, Eastern and Southeastern European Women's and Gender History* 1: 197-246.
- Miškovska Kajevska, A. (2017) *Feminist Activism at War. Belgrade and Zagreb feminists in the 1990s*. New York, Londres : Routledge.
- Navailh, F. (2002) « Le modèle soviétique », in G. Duby & M. Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, tome V, pp. 213-235. Paris : Plon.
- Olcott, J. (2017) *International Women's Year. The Greatest Consciousness-Rising Event in History*. New York : Oxford University Press.
- Penn, S. et Massino, J. (dir.) (2009) *Gender Politics and Everyday Life in State Socialist Eastern Europe*. New York : Palgrave Macmillan.

- Siročić, Z. et Oates-Indruchová, L. (dir.) (2019) « Post-Yugoslav Feminist Activism in the 21st Century », dossier thématique, *Women's Studies International Forum*, 77.
- Studer, B. (2000) « La femme nouvelle », in M. Dreyfus, B. Groppo, C. S. Ingerflom, R. Lew, C. Penetier, B. Pudal, S. Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, pp. 377-387. Paris : Éditions de l'Atelier.
- Todorova, M. (2011) *Imaginaire des Balkans*, Paris : Éditions de l'EHESS.
- Todorova, M. (2005) « Spacing Europe : What Is a Historical Region? », *East Central Europe/ECE*, 32, 1-2 : 59-78.
- Verloo, M. et Paternotte D. (dir.) (2018) « The Feminist Project under Threat in Europe », dossier thématique, *Politics and Governance*, 6, 3.
- Waylen, G., Celis, K., Kantola, J., Weldon, S. L. (dir.) (2013) *The Oxford Handbook of Gender and Politics*. New York : Oxford University Press.
- Wolff, L. (1994) *Inventing Eastern Europe : The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*. Stanford : Stanford University Press.
- Zarycki, T. (2014) *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*. New York : Routledge.
- Zimmermann, S. (2007) « The Institutionalization of Women's and Gender Studies in Higher Education in Central and Eastern Europe and the Former Soviet Union : Asymmetric Politics and the Regional-Transnational Configuration », *East Central Europe/ECE*, 34-35, Parts 1-2 : 131-160.